

ALTERNATIVE À LA « NOUVELLE ALLIANCE »

Explorer la troisième voie

Un entretien avec
Olivier De Schutter

Dans la révolution verte qui se met en place, c'est le secteur privé qui investit et dicte l'agenda...

Plutôt que de s'accrocher au statu quo ou de s'engager sur la voie hasardeuse de la révolution verte promue par la Nouvelle Alliance, l'ancien rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, prône une troisième voie, celle de l'agroécologie.

Défis Sud: Vous venez de rédiger un rapport pour la Commission du développement du Parlement européen sur la Nouvelle Alliance, de quoi s'agit-il ?

Olivier De Schutter: La Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition a été lancée en 2012 au sommet du G8 de Camp David, sous présidence américaine, pour encourager le secteur privé à investir davantage dans l'agriculture en Afrique. C'est un mécanisme qui vise à aider les pays qui n'ont pas les budgets suffisants à faire progresser l'agriculture dans une direction qui veut la rendre plus commercialement rentable, la moderniser, sur le plan des technologies qu'elle utilise, en incitant le secteur privé à investir davantage dans les filières agroalimentaires. L'agriculture a été négligée en Afrique depuis pratiquement 40 ans.

C'est un secteur qui n'avait jamais été pris au sérieux et qui a été de moins en moins central dans les politiques de coopération au développement comme dans les stratégies du secteur privé. Il est donc normal qu'aujourd'hui, on veuille rattraper le temps perdu et qu'on veuille investir davantage pour augmenter la productivité. La question est cependant de savoir si la trajectoire de développement choisie est la plus durable, celle qui a le plus de chances de réduire la pauvreté rurale, ou si d'autres trajectoires de développement agricole auraient pu être préférées.

DS: Est-ce un axe majeur de la politique européenne ou américaine dans le tiers monde en matière d'agriculture ?

ODS: La Nouvelle Alliance est un des nombreux dispositifs qui existent aujourd'hui

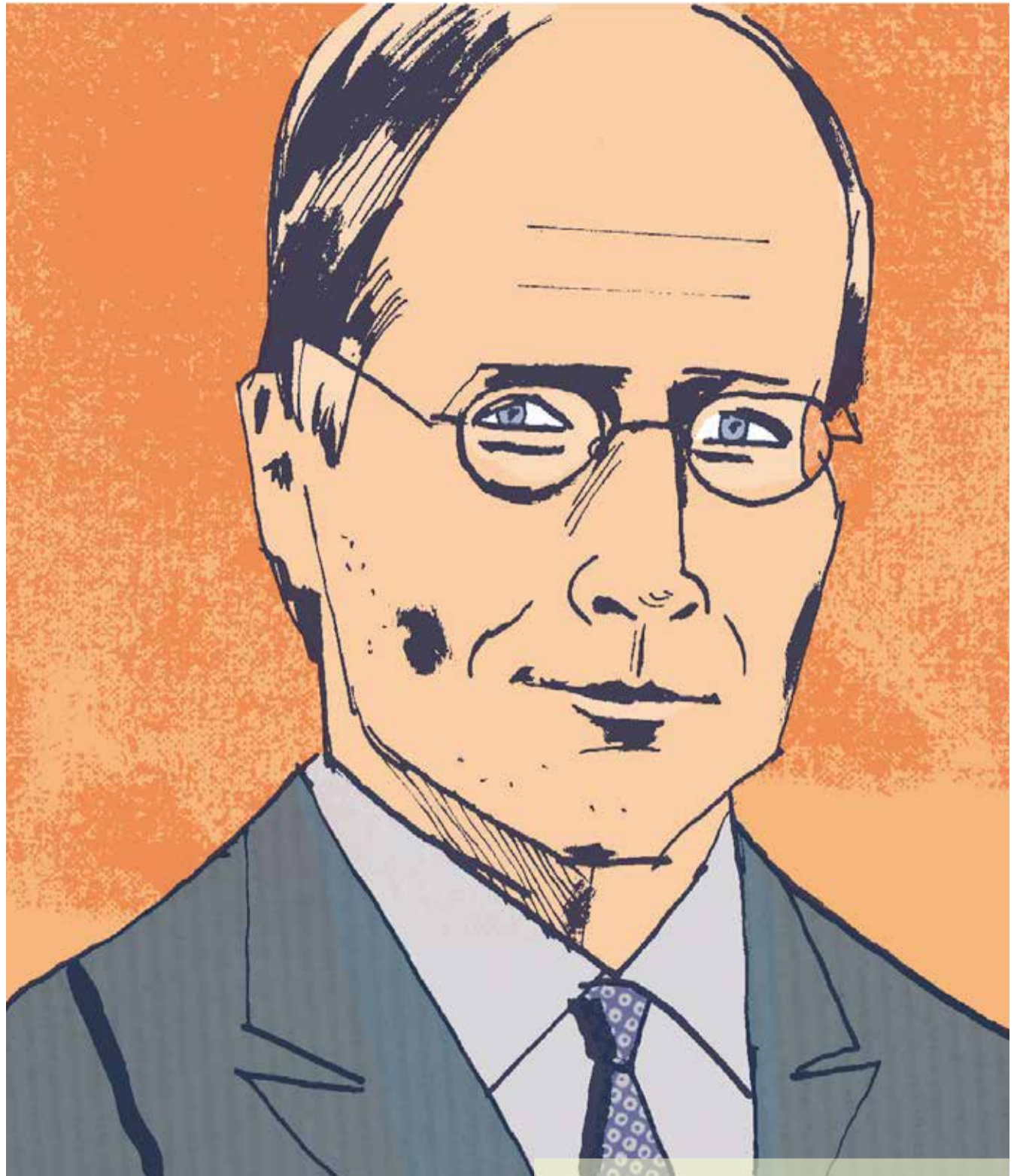
pour soutenir l'agriculture. Il concerne cependant dix pays d'Afrique qui se sont engagés à changer leur cadre pour accueillir l'investissement privé. Deux entreprises jouent un rôle majeur dans ce dispositif: la société norvégienne Yara International, qui produit des engrais, et la société suisse Syngenta, qui produit des semences et des intrants pour les agriculteurs. C'est au fond une alliance qui vise notamment à favoriser la pénétration par ces entreprises des nouveaux marchés qui s'ouvrent en Afrique.

DS: On a comparé la Nouvelle Alliance à une nouvelle Révolution verte...

ODS: C'est effectivement une nouvelle Révolution verte. Dans les années 1960-1970, dans les pays comme le Pakistan, l'Inde, les Philippines, où la révolution verte a été imposée, la production agricole a augmenté en volume de manière considérable. Ceci était nécessaire compte tenu de la croissance démographique très forte à laquelle on assistait dans ces pays. Aujourd'hui, c'est une révolution verte un peu différente qui se met sur pied puisque le secteur public est moins important que le secteur privé.

On demande au gouvernement de créer les cadres qui vont permettre au secteur privé d'investir mais l'essentiel de l'investissement vient du secteur privé. Par exemple, les semences ne sont pas des semences développées dans des centres de recherche agronomiques publics, mises à disposition des agriculteurs à des prix extrêmement bas comme c'était le cas lors des révolutions vertes des années 1960. Ce sont des semences développées par des sociétés commerciales

Un des dangers est que les petits agriculteurs ne profitent pas du développement.



Olivier De Schutter défend l'idée d'une agriculture familiale à petite échelle pour les pays du Sud.
Illustration © Philippe de Kemmeter.

qui veulent faire du profit et développer leur marché grâce à l'opportunité qu'offre pour elle cette nouvelle révolution verte.

DS: Il y a un risque de dépendance mais vous en avez identifié d'autres...

ODS: Il est vrai que la révolution verte qui se met en place aujourd'hui en Afrique grâce à cette Nouvelle Alliance, veut entraîner l'agriculture sur la voie d'une commercialisation toujours plus forte. Un des dangers, c'est

que les petits agriculteurs qui n'ont pas de droits d'accès à la terre bien définis, qui n'ont pas des parcelles de taille suffisante à cultiver pour être compétitifs sur les marchés et qui ont du mal à respecter les attentes des acheteurs ou des firmes locales ou transnationales qui veulent acheter leurs récoltes, auront des difficultés à bénéficier de ce développement. Le risque est que ces petits agriculteurs, de plus en plus marginalisés, vont être de moins en moins impliqués dans ce développement et seront relégués à l'agricul-

ture de subsistance, encore plus qu'ils ne le sont aujourd'hui, sans pouvoir bénéficier des opportunités qui peut-être profiteront à des agriculteurs un peu mieux dotés et un peu mieux équipés.

DS: Ou bien ces petits agriculteurs deviendront employés...

ODS: Il est vrai que le type d'agriculture promu à travers la Nouvelle Alliance, c'est une agriculture à grande échelle, de monoculture, qui suppose une mécanisation plus poussée de la production et donc remplace les petites parcelles par des grandes surfaces cultivées, qui font appel à des travailleurs agricoles. Mais les emplois créés ne vont pas compenser les emplois détruits même s'il y a dans la Nouvelle Alliance une tentative de soutenir les petits agriculteurs pour qu'ils puissent rejoindre les « chaînes de valeur » et se trouver en contact avec des investisseurs qui veulent acheter leur récolte. C'est un problème de rapport de force et de capacité pour ces petits agriculteurs à négocier des conditions favorables pour l'agriculture contractuelle dans laquelle ils devront s'inscrire.

DS: Du côté du secteur privé, on peut vous rétorquer que l'agriculture familiale n'est pas très rentable. Pourquoi maintenir ce modèle en Afrique ?

ODS: D'abord, la structure de l'emploi est très différente de ce qu'elle est dans d'autres régions. On a, en Afrique, des villes qui ont crû de manière très rapide mais qui n'ont pas su créer des emplois dans l'industrie, les services et la communication, absorbant une main-d'œuvre très importante, venue des campagnes. Il faut donc créer des opportunités dans les campagnes pour que le flux de population vers les villes se ralentisse, notamment parce que les services publics des villes sont débordés. Deuxièmement, même si l'agriculture familiale à petite échelle n'est pas très compétitive, ça ne veut pas dire qu'elle n'est pas productive. Elle est en fait très productive à l'hectare. Le problème est que les conditions du marché qui prédominent sont telles que les petits agriculteurs familiaux ne parviennent pas à percer. Ce sont les économies d'échelle qu'ils ne parviennent pas à réaliser pour leur part. Ils sont productifs mais

ne sont pas compétitifs. Et donc, ce qu'il faut, c'est aménager les conditions pour que cette agriculture familiale puisse être davantage récompensée par les marchés pour les services rendus, pour les emplois créés, pour les écosystèmes maintenus et pour le développement rural permis.

DS: Entre le statu quo et la Nouvelle Alliance, vous dites qu'une troisième voie n'a pas été explorée par les pouvoirs politiques...

ODS: C'est une voie qui me paraît plus prometteuse, qui consiste à investir dans l'agriculture familiale à petite échelle, à travers une formation technique et agronomique agroécologique qui est moins coûteuse en intrants. Elle favorise l'accès à l'agriculture pour des agriculteurs qui ont un recours difficile au crédit et qui ne peuvent pas s'endetter. Elle présente de surcroît des avantages environnementaux tout à fait considérables. Cette voie-là, n'a pas été suffisamment explorée.

On n'a pas donné sa chance à l'agro-écologie de faire ses preuves. Or, tous les agronomes reconnaissent aujourd'hui que la voie adoptée au 20^e siècle d'une agriculture très gourmande en énergie fossile et très gourmande en irrigation à grande échelle, est une agriculture qui n'a plus sa place au 21^e siècle, qui doit faire davantage avec beaucoup moins et notamment qui doit limiter ses émissions de gaz à effet de serre et respecter les sols. Et donc, il y a une voie qui est en quelque sorte, une troisième voie. Ce n'est ni le statu quo ni la révolution verte telle qu'elle est aujourd'hui développée. Il est très important de développer l'agriculture de manière à ce qu'elle soit plus résiliente, plus diversifiée pour faire face, à l'avenir, aux chocs climatiques qui vont se multiplier et aux épidémies de plantes qui pourraient se développer et qui supposent qu'on ait des surfaces cultivées très diversifiées où les chocs pourraient être mieux résorbés. On a peut-être trop investi dans la simplification de l'agriculture avec tous les risques qu'elle implique et trop peu reconnu la complicité de la nature. ♦

—
Propos recueillis par François Misser

**L'agriculture
familiale en
Afrique est
en fait très
productive.**